

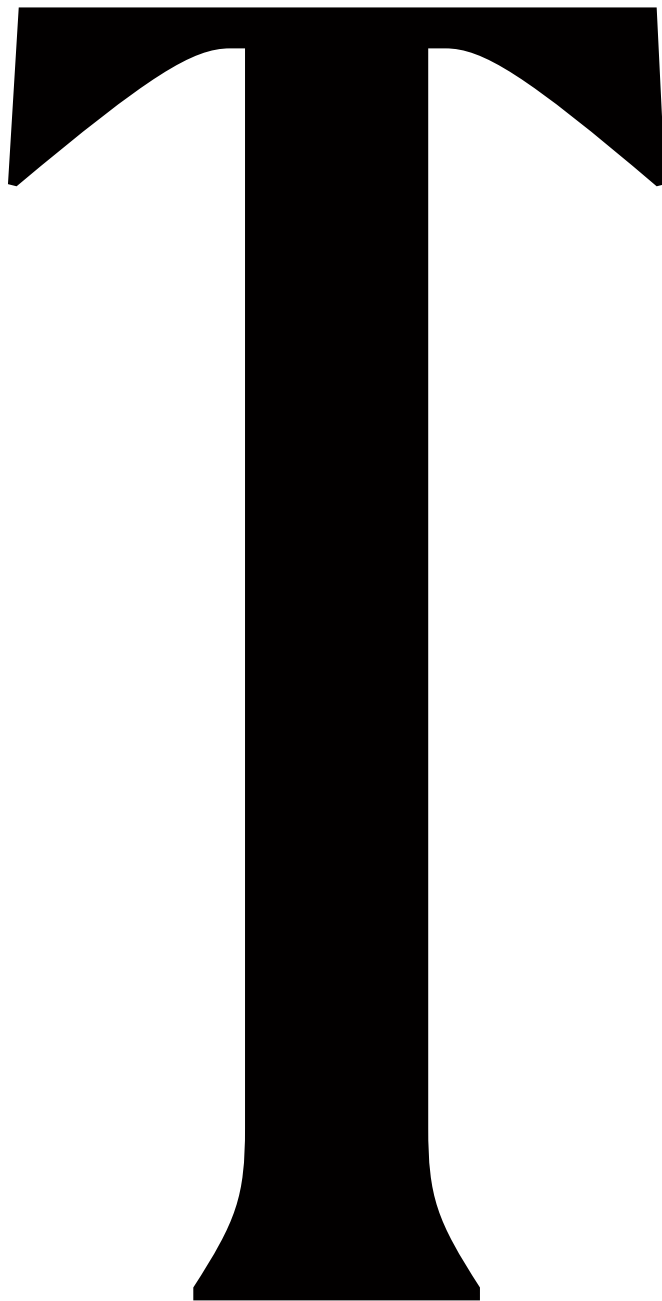
La RAI, télé guidée.

LES ITALIENS L'APPELLENT "MAMMA RAI". VÉRITABLE INSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE, LA "RADIOTELEVISIONE ITALIANA" ACCOMPAGNE LES ÉVOLUTIONS DE L'ITALIE DEPUIS SA CRÉATION, EN 1954. MALGRÉ LES ALTERNANCES POLITIQUES, LE GROUPE AUDIOVISUEL PUBLIC EST RESTÉ UN BASTION PLUTÔT À GAUCHE. UNE FORTERESSE QUE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL GIORGIA MELONI, ÉLUE EN 2022, A ENTREPRIS DE CONQUÉRIR. ÉMISSIONS SUPPRIMÉES, NOMINATIONS STRATÉGIQUES, REDÉFINITION DES PROGRAMMES... SOUS COUVERT D'UN RETOUR AU PLURALISME, LE POUVOIR S'EST ENGAGÉ DANS UNE GUERRE CULTURELLE.

Texte Allan KAVAL — Photos Gianni CIPRIANO



Le bâtiment de la RAI, à Rome, le 11 juin 2024.



out se passe comme si rien n'avait changé. Sur le plateau, Bruno Vespa, 80 ans dont soixante-deux passés dans l'audiovisuel public italien, est maître en son royaume. À la gauche de l'animateur, des invités de droite. À sa droite, des invités de gauche et du centre. Émission phare de la RAI (*Radiotelevisione italiana*), « *Porta a Porta* » (« porte à porte »), diffusée en deuxième partie de soirée du mardi au jeudi et regardée ce soir-là par plus de 400 000 personnes, passe depuis 1996 pour la « *troisième chambre du Parlement* ». Nous sommes au surlendemain du scrutin européen du 9 juin et l'on commente la victoire de la présidente du conseil d'extrême droite, Giorgia Meloni, présentée comme une leader désormais incontournable.

Éternel visage de la télévision italienne avec ses pommettes hautes et sa bouche toujours expressive, qu'il s'agisse de sourire ou d'afficher son désaccord, Bruno Vespa est un homme de réseau ayant survécu à toutes les alternances. Dans la géographie labyrinthique du pouvoir romain, il se trouve à un simple coup de téléphone de n'importe quel ministre, star du show-business, homme d'affaires ou cardinal. Il a su composer avec le gouvernement actuel (comme avec les précédents), là où d'autres grands noms ont préféré plier bagage tandis que commençaient à pleuvoir les accusations de mise sous coupe réglée de la RAI par l'extrême droite.

Sur le plateau, après une quarantaine de minutes d'enregistrement, on parle maintenant de la dissolution de l'Assemblée nationale française. Une capture d'écran du site du *Monde* apparaît en arrière-plan. Bruno Vespa en profite pour changer de

sujet : « *Un collègue du Monde est parmi nous ce soir. Il est venu voir comment est la RAI sous Meloni, car il y aurait des rumeurs inquiétantes. Et nous avons cherché à le tranquilliser car nous ne voyons pas ce spectre de la censure. Vous, vous parleriez d'un gouvernement autoritaire ?* », lance-t-il, ironique, à l'adresse de son invité Giovanni Donzelli, député et cadre haut placé de Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni, qui a ponctué la tirade de l'animateur de petits sons amusés. Giovanni Donzelli réfute toute censure, mettant les interrogations du *Monde* sur le compte d'une opposition occupée à « *parler mal de l'Italie à l'étranger* ».

Chiara Braga, du Parti démocrate, rappelle l'annulation par la RAI d'un discours de l'écrivain Antonio Scurati critiquant Giorgia Meloni pour son refus de se dire antifasciste. Bruno Vespa reprend la parole. Il aurait fallu, estime-t-il, placer face à lui un intellectuel de droite. Chiara Braga lui demande si l'héritage antifasciste serait donc seulement de gauche. Il tranche en décrétant qu'il s'agissait en réalité d'une attaque de l'écrivain contre Giorgia Meloni, sous couvert de catéchisme républicain. On se crie dessus. Le dernier mot est accordé à Giovanni Donzelli, qui critique son adversaire pour avoir « *la prétention de donner des brevets de démocratie* ».

Entre références à une histoire mal digérée et rhétorique nationaliste, la passe d'armes est symptomatique de la crise en cours au sein d'une RAI transformée en champ de bataille. Une classe dirigeante d'extrême droite arrive avec son « *nouveau récit national* », pour ravir à la gauche une de ses forteresses historiques. Les opposants parlent de l'avènement d'une « *Télé Meloni* ». À droite on parle d'un retour au pluralisme.

Avant l'émission, lorsqu'on lui a demandé comment se portait la RAI, Bruno Vespa a répondu dans un grand sourire : « *Je suis là depuis plus d'un demi-siècle. Si moi j'ai survécu... alors pas d'inquiétude à se faire pour la RAI !* » D'après lui, « *le Parlement est le rédacteur en chef de la RAI et la majorité a toujours exercé son influence sur les nominations : la RAI a toujours été culturellement conditionnée par la gauche, même à l'époque de Berlusconi. Pour la première fois, un gouvernement a réussi à briser le plafond de verre. Il y a donc simplement plus de pluralisme.* »

Bien plus qu'un groupe audiovisuel, la RAI est une institution de la République italienne. Elle l'a accompagnée dans ses transformations depuis sa création, en 1954, alors que le pays sortait des décombres de la guerre. Elle a grandi en même temps que la République et pourrait se trouver, comme elle, à un point de rupture. Pour comprendre sa place dans la vie et la mémoire des Italiens, il faut se rendre à Turin. Au centre de la capitale de la maison de Savoie, dynastie unificatrice de l'Italie, dans une rue nommée en hommage au compositeur national Giuseppe Verdi, se dresse un bâtiment dont l'architecture évoque un certain âge d'or.

Sur la façade, un sigle à la typographie typique des années 1970 : RAI. À l'intérieur se trouve un petit musée, véritable temple du souvenir, où les visiteurs de toutes les générations peuvent déambuler parmi les archives audiovisuelles, entre postes de radio répétant la déclaration de guerre de 1939 et décors d'émissions pour enfants.

Dans une pénombre bleue, une console reliée à cinq écrans d'époques diverses permet de voyager dans le temps. On presse une touche, et voici l'émission « *Non è mai troppo tardi* » (« il n'est jamais trop tard »), lancée en 1960 pour combattre l'analphabétisme des adultes qui persistait dans les décennies de l'après-guerre. Avec son tableau noir, elle raconte la RAI éducatrice qui a imposé l'italien face aux dialectes, la RAI créatrice d'une culture nationale avec ses adaptations de monuments littéraires, comme celle, en 1959, de *L'Idiot*, de Dostoïevski, ou celle, en 1972, des *Aventures de Pinocchio*, de Carlo Collodi. Une autre touche et l'on se retrouve en 1958. Domenico Modugno chante, sanglé dans son blazer blanc, *Nel blu dipinto di blu* (« Dans le bleu peint en bleu »), bande-son du miracle économique, sur la scène du Festival de Sanremo. Organisée par la RAI, cette grand-messe de la chanson unit encore, chaque hiver, les Italiens dans une ferveur comparable à celle de la Coupe du monde.



Ci-dessus, Bruno Vespa, 80 ans, pilier de la télévision publique depuis soixante ans, dans les studios romains de la RAI, le 11 juin.

Gianni Cipriano pour M Le magazine du Monde

« *Les Italiens l'appellent "Mamma RAI" !, s'exclame Alberto Allegranza, directeur du musée. Elle est en même temps la matrice, la maison, l'autorité et celle qui rassure.* » La RAI a accompagné les modes, servi de pont entre le peuple et les élites et façonné, unifié une nation, au point que le grand poète, écrivain et cinéaste Pierpaolo Pasolini en est venu à l'accuser, dans les années 1970, de « *génocide culturel* » contre les multiples identités locales que comptait le pays.

Éducatrice, certes, la RAI, comme les autres institutions de la République, n'en a pas moins toujours été un lieu de pouvoir. Son ancêtre, l'Unione radiofonica italiana, était née en 1924, sous le fascisme, comme organe de propagande. La RAI voit le jour sous la Démocratie chrétienne (DC), parti dominant de l'après-guerre. Puis la DC ouvre la deuxième chaîne aux socialistes en 1975, avant que les communistes n'arrivent sur la troisième à partir de 1987. Un parti, une chaîne. Cette pratique de partage des canaux et des postes se nomme *lottizzazione* (« attribution »). Le terme est emprunté au vocabulaire de la promotion immobilière, qui fait au même moment des ravages dans le paysage italien.

C'est justement un magnat de l'immobilier qui vient alors bouleverser le paysage télévisuel : l'entrepreneur Silvio Berlusconi, appelé à un grand destin politique, lance la télévision privée dans les années 1980. De ses programmes transpire un hédonisme apolitique bien accueilli après la violence des années de plomb, période qui, de la fin des années 1960 au début des années 1980, est marquée par les terrorismes d'extrême droite et d'extrême gauche. « *La société avait besoin de légèreté. Berlusconi a montré le chemin. La RAI a suivi* », se souvient le photographe Stefano De Luigi, qui a documenté cette évolution dans son ouvrage *Televisiva* (L'Artière éditions, à paraître en novembre 2024). Dans le même mouvement, au début de la décennie 1990, le système des partis s'effondre sur fond de scandales de corruption, mais la RAI ne s'émancipe pas de la politique pour autant.

« *La RAI est devenue un grand marché où les politiques s'échangent de l'influence, de la réputation, de l'image, des postes, des salaires, des contrats pour des sociétés de production. Et en même temps, c'est un service public...* », explique un cadre de l'entreprise qui a souhaité rester anonyme. Comme lui, tous les membres de l'encadrement de l'audiovisuel public, de droite comme de gauche, avec lesquels nous nous sommes entretenus n'ont pas voulu voir leur nom apparaître, signe d'un certain degré de tension au sein de la RAI. La réforme voulue par le gouvernement de Matteo Renzi (centre gauche), en 2015, a formalisé les relations incestueuses entre la RAI et le pouvoir. Elle permet la nomination par le gouvernement du président du conseil d'administration et de l'administrateur délégué (l'équivalent 〇〇

ooo du PDG). Deux membres du conseil sont désignés par le Sénat, deux autres par la Chambre des députés et un par l'assemblée du personnel. Cette politisation se transmet ensuite le long de la chaîne hiérarchique. Au fil des majorités, la RAI oscille d'un côté à l'autre du spectre politique, même si un substrat de gauche reste dominant. Rien de plus logique, donc, que Giorgia Meloni, une fois arrivée au pouvoir en octobre 2022, ait voulu y imposer sa marque.

Mais la présidente du conseil désire plus qu'une alternance. Elle veut une révolution culturelle et s'attache à placer les hommes chargés de la mener. Un de ses compagnons de route, l'intellectuel Giampaolo Rossi, 58 ans, a été nommé en mai 2023 directeur général. Admirateur de Vladimir Poutine, de Viktor Orbán et de Donald Trump, il est sceptique sur les vaccins, et pourfend le « *nouvel ordre mondial* » et celui qu'il tient pour un de ses représentants, le milliardaire philanthrope et libéral George Soros. À un échelon plus bas, le poste de directeur des programmes de journée a été confié à Angelo Mellone, 51 ans, écrivain et ancien des jeunesses néofascistes. Paolo Corsini, 56 ans, est nommé directeur des programmes d'approfondissement. « *Nous sommes en train de gagner la bataille des mots* », s'était-il félicité en 2023, lors de la fête de Fratelli d'Italia, en rappelant son passé militant dans la branche jeunesse du parti, organisatrice de l'événement. Accusé par l'opposition de manque d'indépendance, il s'est plus tard excusé. En juin, une enquête du site d'information *Fanpage* a révélé que le racisme, l'antisémitisme et un folklore fasciste avaient libre cours au sein de cette organisation politique. « *Meloni privilégie ses camarades de lutte, les seuls à qui elle fait confiance* », explique Alessandra Ravetta, codirectrice de la publication spécialisée sur les médias *Prima comunicazione*.

La nouvelle RAI a fait fuir ses têtes d'affiche. Au printemps 2023, Fabio Fazio, une de ses icônes, s'est retiré. Son rendez-vous du dimanche au positionnement de centre gauche, « *Che tempo che fa* » (« quel temps fait-il »), où ont été reçus Mikhaïl Gorbatchev, Barack Obama ou encore le pape François, faisait pourtant d'excellentes audiences. « *La RAI a mis fin à une négociation sur le renouvellement de son contrat. [Le vice-président du conseil] Matteo Salvini voulait sa tête, Meloni la lui a donnée* », raconte une source proche. « *Si tu es populaire et de gauche tu fais peur, explique un cadre de l'entreprise. C'est comme ça que des pans entiers du service public passent à la concurrence.* »

Parmi d'autres pertes sèches, la RAI a vu s'éloigner Amadeus, l'inégalable animateur du festival de Sanremo, recruté par le groupe Discovery pour plusieurs millions d'euros, selon des fuites dans la presse. Sous son égide, les dernières éditions de l'événement avaient battu des records d'audience, avec notamment 14,3 millions de téléspectateurs pour la soirée de la finale, le 10 février 2024. Elles ont aussi été très politiques, les invités affichant souvent un progressisme qui n'est plus de saison. C'est d'ailleurs après l'édition 2023 que le secrétaire d'État à la culture et ancien directeur artistique du festival, Gianmarco Mazzi, a appelé à « *modifier le récit du pays* » dans un sens plus conservateur, pour protester contre les prises de position des artistes. Alors que le ton a été beaucoup plus sage en 2024, Amadeus a préféré partir. La RAI ne l'a pas retenu.

Avant de prendre le pouvoir, le camp Meloni ciblait déjà la RAI. En campagne électorale pour les législatives de 2022, Federico Mollicone, un des intellectuels organiques de la droite mélo-nienne, avait appelé la RAI à ne pas diffuser un épisode du dessin animé *Peppa Pig*, où figurait un personnage aux parents homosexuels. L'arrivée aux affaires de l'extrême droite a entraîné une litanie d'accusations de censure. En juillet 2023, l'une d'elles concerne Roberto Saviano, auteur du livre au succès mondial *Gomorra* et opposant au gouvernement Meloni. Après des critiques à l'égard de Matteo Salvini, l'émission sur la Mafia qu'il devait animer la saison suivante a été suspendue.

Dimanche 11 février, le programme « *Domenica In* » fait à son tour polémique quand, en réponse à un appel à « *stopper le génocide* » à Gaza lancé la veille de l'émission, à Sanremo, par le chanteur italo-tunisien Ghali, l'animatrice Mara Venier lit un communiqué de soutien à Israël avant d'interrompre le chanteur Dargen D'Amico, qui tentait de s'exprimer sur l'accueil des migrants. Selon certains employés de la RAI, le cas témoigne de l'installation d'une forme d'autocensure.

EN avril, l'affaire Antonio Scurati fait éclater les tensions. Invité à s'exprimer sur le plateau du talk-show « *Chesarà* » (« ce qui sera ») pour la célébration de la victoire du 25 avril 1945 contre le nazisme et le fascisme, l'auteur de romans à succès sur Mussolini soumet un texte accusant Giorgia Meloni, dont la famille politique est liée à l'histoire du fascisme, de ne pas s'être convertie à l'antifascisme. Son intervention est annulée mais l'animatrice Serena Bortone lit tout de même le texte à l'antenne. Devant le tollé occasionné, Giorgia Meloni publie sur son compte Facebook le discours intégral, afin de prouver qu'aucune contrainte ne s'exerce sur l'expression de l'écrivain. Mais le mal est fait. L'opposition parle de censure. Émergent alors des témoignages sur l'annulation antérieure d'interventions sur les violences policières ou l'avortement. Le 2 juillet, Serena Bortone a été sanctionnée par six jours de suspension. Au début de la campagne des européennes, Giorgia Meloni va jusqu'à attaquer directement l'émission « *Report* ». Ses journalistes, qui mènent depuis 1997 des enquêtes sur les dessous du pouvoir, viennent de se pencher sur l'accord entre Rome et Tirana sur la délocalisation des réfugiés en procédure d'asile vers des ooo



À gauche, Bruno Vespa, sur le plateau de son émission *Porta a Porta*, le 11 juin.

Page de droite, devant le palais Chigi, à Rome, siège du gouvernement italien.



○○○ centres de détention en Albanie. Lors d'un meeting, la présidente du conseil accuse l'émission d'avoir « *lynché* [le président albanais Edi Rama] *pour avoir tenté d'aider notre nation* », nourrissant le récit d'une gauche médiatique ennemie du peuple. Edi Rama avait, de son côté, contacté la RAI pour se plaindre de l'enquête, mais avait fini par recevoir les journalistes italiens.

Lundi 8 juillet, une nouvelle polémique éclate sur la couverture très limitée par les chaînes de la RAI des résultats des élections législatives françaises. En particulier, la chaîne d'information en continu RAI News 24 s'est vu reprocher d'avoir privilégié, pour l'ouverture de son édition de 22 heures, un reportage sur le festival Villes identitaires, un événement pensé par des intellectuels et journalistes de droite, à un sujet sur l'arrivée en tête de la gauche en France.

« *La pression est sans précédent*, affirme Daniele Macheda, secrétaire du syndicat des journalistes de la RAI Usigrai, marqué à gauche, *il y a une attitude envahissante du pouvoir vis-à-vis de l'autonomie du service public*. » Si le journal télévisé de la première chaîne a toujours porté la voix des gouvernements qui se sont succédé, des sources internes décrivent à présent un zèle jamais vu, tandis que la redevance télévisuelle a baissé, passant de 90 à 70 euros par foyer, limitant l'autonomie financière de la RAI. En réaction à ces évolutions, les journalistes de la RAI ont organisé une rare grève le 6 mai, pour dénoncer « *le contrôle généralisé des espaces d'information par la politique* ».

À l'extérieur, la situation n'est pas meilleure. Le quotidien d'opposition *Domani* a ainsi fait l'objet d'une perquisition à la suite d'enquêtes sur des membres du gouvernement. Une proposition de loi soutenue par le gouvernement prévoit des peines de prison pour les journalistes, si leurs informations ont été obtenues illégalement. L'AGI (Agenzia giornalistica Italia), une agence de presse, est par ailleurs menacée de rachat par le député de la Ligue (extrême droite), Antonio Angelucci. « *On voit des analogies avec la Hongrie ou la Slovaquie, l'audiovisuel public étant une cible prioritaire des gouvernements illibéraux, qui l'affaiblissent ou s'en servent comme outil de propagande* », analyse Renate Schroeder, directrice de la Fédération européenne des journalistes. L'Italie a ainsi perdu cinq places au classement 2024 de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse dans le monde, arrivant en 46^e position.

LA situation italienne n'a pas manqué d'attirer l'attention de Bruxelles. Un rapport de l'Union européenne a même été préparé, mais, selon un article de *Politico*, la présidente de la commission, Ursula von der Leyen (Parti populaire européen, centre droit), l'a enterré pour complaire à une Giorgia Meloni dont le soutien lui serait précieux pour sa réélection qui se joue courant juillet. En dépit des discours sur la défense du pluralisme de l'information du président de la République Sergio Mattarella, garant des valeurs républicaines, rien ne semble se placer en travers du chemin de Giorgia Meloni.

Contrôler la RAI donc, mais pour quoi faire ? La droite mélonienne a une ambition culturelle qui vient de loin. Sortie de la matrice fasciste, elle se perçoit comme un « *monde minoritaire* », pour reprendre les termes de la présidente du conseil. Elle aspire pourtant à former un grand parti conservateur majoritaire et à gouverner longtemps afin de transformer l'Italie. Dans cette logique, elle doit construire une nouvelle « *hégémonie culturelle* », imposer une nouvelle vision du monde. Vieille lune d'un milieu intellectuel néofasciste influencé par la nouvelle droite française depuis les années 1980, le concept est paradoxalement emprunté à la pensée du philosophe communiste italien Antonio Gramsci, mort en 1937 dans les geôles fascistes. Son principe est simple : il s'agit de légitimer par la culture la vision du pouvoir pour assurer le consentement des citoyens, en l'occurrence à un dessein nationaliste et conservateur.

« *Si on faisait voter les journalistes de la RAI aujourd'hui, la gauche gagnerait et le résultat ne représenterait pas le pays* », soutient un responsable de droite arrivé en poste avec le gouvernement Meloni, qui prétend avoir lu « *tout Gramsci* » et requiert l'anonymat. Il y aurait donc une « *asymétrie culturelle* » à laquelle il importe de remédier grâce à ce fameux « *nouveau récit* » national. « *Il nous faut moins de promotion des LGBT et plus de contenus favorables à la tradition familiale* », préconise-t-il, citant l'urgence démographique si chère à Giorgia Meloni. L'attention doit aussi se porter au-delà des centres-villes, vers les petits villages oubliés, dont les habitants seraient considérés par la gauche urbaine comme des « *citoyens de seconde zone* ». Autre chantier, « *la fierté nationale* » pour « *apprendre aux Italiens à aimer ce que nous sommes et leur rappeler que l'Italie n'est pas née en 1946 avec la République*. »

Davantage de fictions biographiques sur des grands personnages italiens laissés de côté par la tradition républicaine, plus d'attention aux cultures locales, aux terroirs et aux « *excellences* » italiennes en matière d'artisanat, d'industrie et de gastronomie qui sont devenues des fers de lance du nouveau récit national. Au sommet de la nouvelle RAI, on pense que ces thématiques ont été délaissées et qu'il convient aussi, dans un nouveau contexte culturel, de valoriser les succès de l'Italie remportés grâce à une Giorgia Meloni au centre du jeu européen.

Le choix des priorités et des mots doit également changer, l'urgence n'est plus environnementale mais migratoire, et il faut mettre en avant la politique conduite par le gouvernement italien envers le continent africain pour contrôler les flux. En matière d'information, on peut « *présenter les choses différemment* », remarque-t-on à la RAI. Les accidents mortels au travail, véritable sujet de société en Italie, pourraient ainsi être traités comme des faits divers plutôt que comme un problème structurel.

Les transformations en cours dans l'audiovisuel public sont une revanche pour certains, une aubaine pour d'autres. Les nouveaux équilibres sont décrits par des responsables comme propres à faire monter en grade des professionnels qui ne sont pas issus du sérail de la gauche. Le changement doit être profond et ne pas concerner que quelques têtes. Pour cela, la droite peut compter sur des talents qui pensent avoir été traités comme des « *moutons noirs* » auparavant. Ces journalistes et auteurs peuvent s'appuyer sur un nouveau syndicat, UniRai, créé en novembre 2023, marqué à droite et en accord avec les lignes directrices du gouvernement. « *Notre syndicat est né grâce au nouvel air qu'on respire depuis la victoire de la droite, le 25 septembre 2022, résume son secrétaire général, Francesco Palese. De nombreuses personnes en désaccord avec la pensée dominante ont trouvé le courage de se manifester après des années où la gauche a fait la pluie et le beau temps.* » Pour le journaliste, « *une nouvelle ère s'est ouverte qui verra la libération de la culture et de l'information. Même si la gauche qui s'est stratifiée depuis des décennies au pouvoir résiste.* » Francesco Palese croit en une « *majorité silencieuse conservatrice qui veut voir la tradition valorisée de nouveau* ».

L'heure est à la libération des opinions brutes. En avril, Incoronata Boccia, nouvelle directrice du journal de RAI 1 et étoile montante de la droite télévisuelle, a lancé à l'antenne que l'avortement n'était pas un droit mais « *un meurtre* », suscitant la polémique et l'indignation de l'opposition. Les contenus aussi évoluent. Depuis l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, de nouveaux programmes exaltant les profondeurs du pays et ses provinces ont vu le jour, d'autres, qui existaient déjà, ont gagné en espace. Une série télévisée sur Goffredo Mameli (1827-1849), auteur des paroles de l'hymne italien, a été créée, signe d'une réappropriation des symboles nationaux. Des émissions sur des figures historiques comme le poète nationaliste exalté Gabriele D'Annunzio (1863-1938) ou l'écrivain Filippo Tommaso Marinetti (1876-1944), deux hommes précurseurs, à leur manière, du fascisme, ont été diffusées. Mais d'autres ballons d'essai ont éclaté en plein vol, faute de public. En somme, pas de quoi réécrire le « *récit national* ».

Le mot d'ordre pour la saison prochaine serait double. D'une part il s'agirait de pousser la fiction historique, contenu « *métapolitique* » à même d'influer sur l'imaginaire national, pour reprendre un terme cher à l'extrême droite. D'autre part, la direction de la RAI souhaite favoriser l'investigation avec, par exemple, une version droitiste du magazine d'enquête *Report*, plutôt que de miser sur les « *bavardages* » des talk-shows. En haut de la hiérarchie du groupe, on explique que l'enjeu est d'étudier ce qu'a fait la gauche et, à l'avenir, de porter un changement graduel, moins traumatisant. L'écrivain Roberto Saviano a d'ailleurs retrouvé sa place dans les grilles de programmes de la prochaine saison.

Car les audiences de la RAI se sont érodées. En 2023, elles sont tombées à 37 % des téléspectateurs, dépassées de peu par celles

de Mediaset, le groupe de la famille Berlusconi, avec 37,5 %. « Les dirigeants se sont rendu compte qu'ils avaient perdu du public et qu'ils n'auraient pas dû laisser partir les grands noms », assure une figure de la droite culturelle, compagnon de route de Giorgia Meloni. Cet homme, qui entretient des relations étroites avec la direction de la RAI, assure que celle-ci s'interroge désormais sur l'opportunité d'un « grand remplacement culturel ».

Dans l'entourage des dirigeants, on admet que la construction d'un contre-récit n'est pas toujours si évidente. De fait, les compétences intermédiaires viennent à manquer. Selon l'un des hommes les plus renseignés de Rome, Roberto D'Agostino, journaliste, réalisateur, et animateur du très suivi site d'information spécialisé dans les indiscrétions *Dagospia*, « la droite n'a tout simplement pas les troupes nécessaires pour mener à bien le projet "hégémonie culturelle" ».

Même constat chez un grand nom de l'audiovisuel qui, lui aussi, a voulu rester anonyme : « La droite veut sa revanche, mais Meloni n'a pas eu besoin d'être dominante culturellement pour gagner les élections. Le gain politique du "changement de narration" est nul. » Il existe aussi des voix modérées au sein du groupe qui refusent de s'opposer aux changements en cours et pour lesquelles crier au loup fasciste n'a guère de sens et serait même contreproductif si une menace plus sérieuse encore devait se dessiner.

Mais ceux qui s'inquiètent de l'évolution de la RAI notent qu'elle intervient dans un contexte bien particulier. Le gouvernement de Giorgia Meloni s'est lancé dans une réforme des institutions républicaines italiennes, en cours d'examen au Parlement. Elle comporte un renforcement du rôle du chef de l'exécutif, une marginalisation du président de la République, et la fin du parlementarisme hérité de la Constitution de 1946, elle-même issue de la résistance contre le fascisme. La famille politique de Giorgia Meloni ne se reconnaît pas dans cet héritage. Dans l'opposition, on parle d'une dérive autoritaire. L'intelligentsia de gauche et certains grands noms du journalisme de la RAI font le lien entre cette volonté de transformation en profondeur des institutions et les changements en cours dans l'audiovisuel public.

Dans le studio de « *Porta a Porta* », les caméras se sont éteintes. Les invités discutent. On demande à Bruno Vespa, le journaliste qui a tout vu et tout su des six dernières décennies de la politique italienne, si son pays, comme s'en inquiètent nombre d'opposants politiques et d'intellectuels, connaîtrait une dérive autoritaire. Il prend une mine atterrée : « En Italie ? Vous plaisantez ? Certainement pas ! » Mais cette droite mélonienne n'est-elle toutefois pas en train de changer l'Italie ? Il regarde ailleurs : « Elle commence. » (M)



Le siège social de la RAI, à Rome, le 18 juin.

“Si on faisait voter les journalistes de la RAI aujourd’hui, la gauche gagnerait et le résultat ne représenterait pas le pays”, soutient un responsable de droite arrivé en poste avec le gouvernement Meloni. Il y aurait donc une “asymétrie culturelle” à laquelle il importe de remédier grâce à ce fameux “nouveau récit” national. “Il nous faut moins de promotion des LGBT et plus de contenus favorables à la tradition familiale”, préconise-t-il.